

Marché Réf.

Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

Objet de la consultation :

Travaux de réaménagement des espaces de travail

Marché public de travaux

Passé selon les dispositions des articles R.213-1 à R.2123-7 (MAPA)

DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE ET MAITRE DE L'OUVRAGE

DRFIP de la Nouvelle-Aquitaine et la Gironde
24 rue François de Sourdis
33 000 BORDEAUX

MAÎTRISE D'OEUVRE:

TETRIS
12 place de la Bourse
33 000 Bordeaux

Article. 1. Identification de l'acheteur.....	4
Article. 2. Objet du marché.....	4
Article. 3. Forme du marché :.....	4
Article. 4. Durée du marché.....	4
Article. 5. Marché à tranches - Variantes – PSE.....	4
5.1- Tranches optionnelles.....	4
5.2- Variantes.....	4
5.3- Prestations supplémentaires éventuelles.....	4
Article. 6. Étendue du marché.....	4
Article. 7. Marché similaire.....	5
Article. 8. Représentation du maître d'ouvrage.....	5
Article. 9. Intervenants sur le chantier.....	5
9.1- Maîtrise d'œuvre.....	5
9.2- Contrôle technique (CT).....	6
9.3- Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).....	7
9.4- Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
9.5- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC).....	7
Article. 10. Représentation du titulaire.....	7
10.1- Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire.....	7
Article. 11. Groupement d'opérateurs économiques.....	8
Article. 12. Sous-traitance.....	8
12.1- Désignation de sous-traitant indirect en cours de marché.....	8
Article. 13. Innovation.....	9
Article. 14. Clause développement durable.....	9
Article. 15. Certificats d'économie d'énergie : Dispositif de valorisation des certificats d'économie d'énergie.....	9
Article. 16. Assistance à la démarche d'insertion par l'activité économique.....	9
Article. 17. Pièces constitutives du marché.....	9
Précisions concernant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).....	10
Article. 18. Prix.....	11
18.1- Répartition des paiements.....	12
18.2- Variation dans les prix.....	12
18.3- Forme des prix.....	12
18.4- Choix des index de référence.....	12
Article. 19. Clause de réexamen.....	13
Article. 20. Travaux modificatifs et supplémentaires.....	13
Article. 21. Exécution complémentaire.....	14
Article. 22. Règlement des acomptes et du solde.....	14
22.1- Modalités du règlement des comptes.....	14
22.2- Paiement du solde.....	14
22.3- Paiement des sous-traitants.....	15
Article. 23. Délai de paiement et intérêts moratoires.....	15
Article. 24. Retenue de garantie.....	16
Article. 25. Avance.....	16
25.1- Avance aux sous-traitants.....	16
Article. 26. Application de la T.V.A.....	17
Article. 27. Délais d'exécution.....	17
27.1- Forme des notifications et informations.....	17
27.2- Modalités de computation des délais d'exécution des prestations.....	17
27.3- Délais d'exécution des travaux.....	17
27.4- Prolongation du délai d'exécution.....	19

Article. 28. Pénalités.....	21
28.1- Pénalités de retard et retenues.....	22
28.2- Autres pénalités.....	23
Article. 29. Provenance- Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	24
29.1- Provenance des matériaux et produits.....	24
29.2- Caractéristiques - qualité - vérifications - essais et épreuves des matériaux et produits.....	24
29.3- Appareils de mesure.....	24
Article. 30. Implantation des ouvrages.....	25
Article. 31. Préparation, coordination et exécution des travaux.....	25
31.1- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	25
31.2- Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier.....	25
31.3- Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails – Échantillons.....	26
31.4- Échantillons.....	26
31.5- Visa des documents remis par le titulaire.....	26
31.6- Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers.....	27
Article. 32. Prévention du risque amiante.....	28
Article. 33. Réception des travaux.....	29
33.1- Opération préalable à la réception.....	29
33.2- Réception.....	29
Article. 34. Documents fournis après exécution.....	30
Article. 35. Garantie de parfait achèvement.....	31
Article. 36. Garantie particulière.....	31
Article. 37. Assurances.....	31
Article. 38. Obligation de conseil et résultat.....	32
Article. 39. traitement des données à caractère personnel.....	33
Article. 40. Résiliation et mesures correctives.....	33
40.1- Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	34
40.2- Résiliation pour motif d'intérêt général.....	34
Article. 41. Règlement des différends.....	34
Article. 42. Cession ou nantissement.....	34
Article. 43. Tribunal compétent.....	34
Article. 44. Règlement amiable des différends.....	34
Article. 45. Dérogation aux documents généraux.....	35

ARTICLE. 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Direction régionale des Finances Publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde (DRFIP33)

Division Budget, Immobilier et Logistique

24 rue François de Sourdis – BP 908

33060 Bordeaux Cedex

Représenté par le directeur régional des finances publiques en exercice ou par toute personne justifiant être bénéficiaire d'une délégation de signature.

ARTICLE. 2. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux tous corps d'état, pour le réaménagement des espaces de travail.

Les prestations objet de la consultation ont lieu à l'adresse suivante :

DRFIP 33 – 24 rue François de Sourdis 33 000 Bordeaux.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE. 3. FORME DU MARCHÉ :

Il s'agit d'un marché de travaux passé sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

ARTICLE. 4. DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché est de 24 semaines à compter de l'OS de démarrage des travaux TCE. Elle n'inclut pas la période de préparation du chantier dont la durée est définie à l'article 31 du présent CCAP.

ARTICLE. 5. MARCHÉ À TRANCHES - VARIANTES – PSE

5.1- Tranches optionnelles

Sans objet.

5.2- Variantes

Les variantes sont interdites.

5.3- Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comprend pas de PSE.

ARTICLE. 6. ÉTENDUE DU MARCHÉ

Le marché est alloté au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique et comprend les lots suivants :

Lot	Désignation du lot	Code CPV associé
1	Installation de chantier, protections et nettoyage	45111200-0 - Travaux de préparation et de dégagement de chantier
2	Démolition et curage	•45111000-8 - Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier
3	Plâtrerie, Cloisons amovibles - Menuiseries intérieures – Faux-plafonds	•45421141-4 : Travaux de cloisonnement
4	Peinture – Revêtements muraux – Décoration – Sols souples	•45442100-8 : Travaux de peinture •45432000-4 : Travaux de pose de revêtement de sols et de murs et pose de papiers peints
5	Agencement	•45421000-4 -Travaux de menuiserie
6	Électricité Courant Fort et Faibles (VDI)	•45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques
7	CVC / Plomberie	45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation 45330000-9 : Travaux de plomberie

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et relatif au présent marché.

ARTICLE. 7. MARCHÉ SIMILAIRE

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires exécutées par le fournisseur initial et /ou similaires au sens de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE. 8. REPRÉSENTATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Les interlocuteurs du titulaire, concernant la gestion administrative du présent marché sont :

DRFIP de la Nouvelle-Aquitaine et la Gironde

Division Budget, Immobilier, Logistique

drfip33.ppr.logistique@dgfip.finances.gouv.fr

24 rue François de Sourdis

33 000 BORDEAUX

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés aux acheteurs, sont adressés à l'adresse suivante :

drfip33.ppr.logistique@dgfip.finances.gouv.fr

ARTICLE. 9. INTERVENANTS SUR LE CHANTIER

9.1- Maîtrise d'œuvre

Le marché conclu avec le maître d'œuvre, Sté **TETRIS**, comporte une mission de base conformément au code de la commande publique. La mission ainsi confiée comporte les éléments de mission suivants:

La mission de base qui comprend :

- Les études d'avant-projet (**AVP**, comprenant **APS** et **APD**) ;
- Les études de projet (**PRO**) ;

- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (**AMT**) ;
- Visa EXE réalisés par les opérateurs économiques chargés des travaux (**VISA**) ;
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (**DET**) ;
- L'assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (**AOR**) ;

Autres missions :

- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier (**OPC**) ;

Missions complémentaires :

- Macro-zoning et conduite au changement (stade APS)

Coordonnées :

Sté TETRIS

12 place de la Bourse

33000 Bordeaux

Contact : Monsieur Florent NAKACHE, responsable des opérations Sud-Ouest

Courriel : fnakache@tetris-db.com

Tél : +33 7 88 84 94 65

9.2- Contrôle technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R. 111-38 à R.111-42 du code de la construction et de l'habitation.

Le contrôleur technique est la société :

Société BUREAU VERITAS

30 avenue Gustave Eiffel bâtiment A

33600 Pessac

Contact : (confirmé lors de la préparation de chantier)

Tél :

Email :

La mission de contrôle technique définie par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999, portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique.

Les missions de contrôle technique définies pour cette opération sont les suivantes :

- mission LP, relative à la solidité des ouvrages et éléments et équipements dissociés et indissociables
- mission SEI, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP et IGH.
- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
-

9.3- Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et santé des travailleurs est confiée à :

Société BUREAU VERITAS

30 avenue Gustave Eiffel bâtiment A

33600 Pessac

Contact : (confirmé lors de la préparation de chantier)

Tél :

9.4- Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet

9.5- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)

Sté TETRIS

12 place de la Bourse

33000 Bordeaux

Contact : Monsieur Florent NAKACHE, responsable des opérations Sud-Ouest

Tél : +33 7 88 84 94 65

Email : fnakache@tetris-db.com

ARTICLE. 10. REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

10.1- Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article. 11. Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à l'expiration du délai de garantie, à laquelle ces obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

ARTICLE. 12. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique. Il ne peut sous-traiter totalement la mission qui lui est confiée.

En cas de sous-traitance partielle, il ne peut faire appel qu'à un organisme disposant de capacités au moins équivalentes à celles qu'il a présenté dans son dossier de candidature au regard des prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée.

Pendant toute la durée du marché, en cas de recours à la sous-traitance, le recours à la sous-traitance directe doit être privilégié au maximum par le Titulaire.

Le Titulaire est responsable des travaux sous-traités. Chaque cotraitant est responsable de la gestion de ses sous-traitants quel que soit leur rang de sous-traitance.

En complément de l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, lors d'une demande d'acceptation de sous-traitant le Titulaire s'engage à porter à connaissance du sous-traitant, les éléments de Coordination en matière de Sécurité, de Protection de la Santé et des Conditions de Travail conformément au Code du Travail.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces citées ci-dessous, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° <...> en date du <...> ayant pour objet <...> Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Je m'engage en outre à ce qu'un responsable ayant reçu délégation pour nous représenter et maîtrisant le français lu, écrit et parlé soit présent de manière continue pendant la durée de notre intervention sur le chantier. »

12.1- Désignation de sous-traitant indirect en cours de marché

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance indirecte, le Titulaire transmet au Pouvoir Adjudicateur pour acceptation et agrément, au Maître d'œuvre, au conducteur d'opération et au Coordonnateur SPS :

- une déclaration de sous-traitance de rang supérieur à un, conforme au modèle joint au marché complétée et signée, et comportant tous les éléments demandés à l'article qui précède,
- une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant donneur d'ordre a l'obligation de fournir à son sous-traitant pour lui garantir ses conditions de paiement, sauf en cas de délégation de paiement, prévue par l'article 3.6.2.4 du CCAG.

Si, au cours de la vie du marché, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant indirect est modifiée, le Titulaire transmet une déclaration modificative de sous-traitance de rang supérieur, accompagnée de la caution personnelle et solidaire complémentaire, et dans les mêmes conditions que pour la déclaration de sous-traitance initiale.

ARTICLE. 13. INNOVATION

Sans objet

ARTICLE. 14. CLAUSE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

ARTICLE. 15. CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE : DISPOSITIF DE VALORISATION DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Sans objet

ARTICLE. 16. ASSISTANCE À LA DÉMARCHE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sans objet

ARTICLE. 17. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi, sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les pièces graphiques (microzoning, dépose, cloisonnements, revêtements sols et murs, principe CFO / CFA, agencements, signalétique), projet décoratif.) ;
- le Cadre de Réponse valant mémoire du titulaire ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publié par arrêté du 30 mars 2021 et le Cahier des clauses techniques générales applicable aux travaux ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Le Repérage Amiante Avant-Travaux (RAAT)

Les ouvrages des différents corps d'état répondant aux conditions et prescriptions des documents techniques et administratives qui leur sont applicables (le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux en vigueur, le CCAG cité plus haut, le DTU, les normes NF, les normes UTE, les normes Afnor, etc...). Ces pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation des entreprises, sont réputées connues des titulaires et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.

Les exemplaires originaux des pièces constitutives du marché ainsi que tout document émis postérieurement à sa conclusion (les actes spéciaux de sous-traitance, les avenants acceptés par les parties au marché, les ordres de services, les bons de commande conservés dans les archives du maître d'ouvrage et de manière générale tout document postérieur à la notification du marché public émanant du maître d'ouvrage) forment l'ensemble des documents contractuels du présent marché et font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Précisions concernant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Le marché est conclu à **prix global et forfaitaire**.

La Décomposition du Prix global et Forfaitaire (DPGF) n'a pas de valeur contractuelle quand aux quantités qui y sont indiquées.

Seuls les prix unitaires mentionnés dans la DPGF ont une valeur contractuelle, notamment pour :

- l'établissement, le cas échéant de prestations supplémentaires ou de travaux imprévus.
- l'établissement, le cas échéant de prestations supplémentaires ou de travaux imprévus dans les conditions prévues au contrat (Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans la DPGF, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée) ;
- les décomptes mensuels, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'Acte d'Engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;
- le montant des réfections.

Le titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations décrites dans les pièces du marché, indépendamment des quantités mentionnées dans la DPGF.

La DPGF ne saurait, en aucun cas, limiter l'étendue des prestations dues au titre du marché, lesquelles sont définies par l'ensemble des pièces contractuelles et notamment par le CCTP et les documents graphiques.

Le titulaire est réputé :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du marché ;
- avoir procédé à une analyse complète et cohérente des documents techniques, notamment le CCTP, les documents graphiques, plans, schémas et toutes pièces annexes ;
- avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre ;
- avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des prestations ;
- avoir vérifié la cohérence des quantités figurant dans les documents remis au titre de la consultation,
- avoir apprécié, sous sa seule responsabilité les quantités nécessaires à la parfaite exécution ;
- avoir signalé, avant la remise de son offre toute erreur, omission, contradiction ou imprécision qu'il aurait relevée dans les pièces du dossier et/ou lors de la visite ;

Et par conséquent :

avoir complété, rectifié ou ajusté les quantités portées dans la DPGF pour assurer le complet et parfait achèvement des prestations conformément aux exigences contractuelles et aux règles de l'art.

•Aucune adaptation des quantités à la DPGF par le titulaire, ne peut conduire à modifier la nature ou l'étendue des prestations définies au CCTP.

Le prix global et forfaitaire couvre l'intégralité des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, conformément :

- aux stipulations contractuelles ;
- aux règles de l'art ;
- aux normes et réglementations en vigueur à la date de remise des offres.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération complémentaire au motif :

- d'une insuffisance, inexactitude ou omission des quantités mentionnées dans les pièces de la consultation ;
- d'une mauvaise appréciation des sujétions d'exécution ;
- ou de toute erreur d'estimation de sa part.

ARTICLE. 18. PRIX

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont forfaitaires.

Le prix du marché est hors TVA et réputé établi aux conditions économiques du mois de référence porté à l'acte d'engagement.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constitué par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, tous les éléments, fournitures, prestations et travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage et d'une façon générale toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, la gestion des déchets sur le chantier, les impôts, les taxes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont également réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires pour la réalisation d'ouvrages répondant en tous points aux obligations contractuelles et à l'usage auxquels ils sont destinés dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

•En cas de groupement d'entreprises, les prix sont également réputés couvrir les frais de représentation et de coordination du mandataire. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

•Le titulaire ne peut, en aucun cas, faire valoir un dépassement des quantités pour prétendre à une majoration de ses prix. Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

La décomposition du prix global et forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :

- le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;
- les décomptes mensuels, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'Acte d'Engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;
- le montant des réfections.

La décomposition du prix ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du Titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume ou de l'étendue des travaux et fournitures devant concourir à la parfaite réalisation de l'ouvrage, tel que défini au présent contrat.

18.1- Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, à ses cocontractants et à ses sous-traitants, le cas échéant.

18.2- Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

18.3- Forme des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-après. La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités, retenues, primes, indemnités.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois «mois zéro» (m 0), indiqué à l'acte d'engagement.

18.4- Choix des index de référence

Les index de référence choisis (index nationaux) sont :

BT08-BT10-BT38-BT40-BT41-BT42-BT46-BT47.

Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de l'acompte du mois "n" est donné par la formule :

$$C_n = B_{Tn} / B_{To}$$

Dans laquelle B_{Tn} et B_{To} sont les valeurs de l'index de référence prises respectivement au mois zéro et au mois "n".

Le mois "n" est le mois d'exécution des prestations.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG-travaux, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés obtenus sont déterminés avec deux décimales selon la règle de l'arrondi arithmétique : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 15%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE. 19. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Le présent marché pourra faire l'objet d'une ou plusieurs modifications conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 54 du CCAG Travaux, il est ainsi envisageable une modification en cours de marché portant sur la révision de la rémunération induite par des contraintes économiques imprévisibles, extérieures, et bouleversant l'économie du contrat qui étaient non prévisibles au moment du dépôt de l'offre et dûment justifié. Cette évolution ne concerne que les prestations qui demeurent essentielles à l'exécution du marché.

Le Titulaire présente à cet effet au Représentant du Pouvoir Adjudicateur un mémoire établissant le dépassement en cause accompagné de toutes pièces justificatives ainsi que de ses propositions pour faire évoluer les Prestations et leur coût.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui prendra obligatoirement la forme d'un avenant et ne pourra être supérieur à 10 % du montant initial du marché.

ARTICLE. 20. TRAVAUX MODIFICATIFS ET SUPPLÉMENTAIRES

Le présent article concerne les prestations complémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, le cas échéant.

Dans le cas de prestations réglées sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le pouvoir adjudicateur dans la consistance des prestations, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'œuvre, des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires peuvent être émises par celui-ci. Elles définissent :

- les fondements réglementaires et contractuels de la modification en cours d'exécution ;
- le fait générateur des travaux non prévus ;
- l'identification du demandeur (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, contrôleur technique, utilisateurs, ...) ;
- le caractère indispensable des travaux, et urgent ou non urgent ;
- la consistance des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise ;
- le montant des modifications envisagées ;
- la base de fixation des prix provisoires ;
- toutes informations complémentaires utiles.

Il est précisé que, si le prix des prestations nécessaires sont inscrits à la DPGF, le maître d'œuvre fixe le prix provisoire sur cette base.

Les entreprises intéressées doivent fournir un devis des travaux modificatifs ou supplémentaires.

Les révisions de prix ne s'appliquent pas dans ce cas, sauf sujétion technique imprévue. En cas de devis daté du mois m0 et non du mois d'établissement, une révision de prix inversée sera appliquée.

Après visa de cette fiche de travaux modificatifs par le service chargé de l'opération, le maître d'œuvre délivre l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs ou supplémentaires à l'entrepreneur. L'ordre de service notifie les prix arrêtés par le maître d'œuvre. Ces prix sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Dans tous les cas de travaux modificatifs ou supplémentaires, le Titulaire intéressé doit fournir un devis dans un délai qui ne peut être supérieur à cinq jours ouvrables.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Après étude de cette proposition de prestations modificatives par le maître d'œuvre, celui-ci délivre, après accord du pouvoir adjudicateur un ordre de service d'exécuter ces prestations modificatives ou supplémentaires au titulaire.

ARTICLE. 21. EXÉCUTION COMPLÉMENTAIRE

En application de l'article 14 du CCAG Travaux, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, le titulaire poursuit les travaux dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant contractuel des travaux, à défaut de décision de les arrêter notifiée par le titulaire.

Au-delà de cette limite, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, cette décision de poursuivre ne peut bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet.

ARTICLE. 22. RÈGLEMENT DES ACOMPTES ET DU SOLDE

22.1- Modalités du règlement des comptes

Les demandes de paiement doivent transiter par la plateforme Chorus-pro dont les références seront communiquées ultérieurement.

ADRESSE DE FACTURATION :

Service (Code SE) : CGF0000086

Pour un envoi électronique :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Destinataire Etat : Siret 11000201100044

La dématérialisation des factures est obligatoire pour tous les fournisseurs de l'Etat depuis le 1er janvier 2020

Les modalités de règlement des comptes se déroulent selon les stipulations des articles 12.1 et 12.2 du CCAG – travaux, avec les précisions suivantes :

- les travaux sont constatés et réglés selon leur état d'avancement ;
- Chaque mois ou à l'avancement des travaux, le Titulaire établit un projet de décompte (appelé Situation de travaux) établissant le montant total des sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations du marché au cours du mois précédent, tout en précisant les parts relatives à chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct. Préalablement, le Titulaire fournit au maître d'œuvre l'état d'avancement des travaux et des approvisionnements réalisés dans le mois précédent et correspondant aux prix. Cet état doit être validé par le maître d'œuvre avant de remplir le projet de décompte mensuel; Il sera validé dans les 5 jours par le MOE, puis par le MOA.

22.2- Paiement du solde

Les modalités de règlement de la demande de paiement finale et du décompte général se déroulent selon les stipulations des articles 12.3 et suivants du CCAG–Travaux avec les précisions suivantes :

Après achèvement des travaux, le Titulaire présente un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux comme suit :

1^{ère} partie : travaux prévus au marché

2^{ème} partie : travaux modificatifs (éventuels)

La première partie de ce décompte devra produire intégralement la décomposition du prix détaillée. La deuxième partie comportera les travaux en plus ou en moins-value initialement compris dans le prix, avec référence aux ordres de service correspondants.

Le délai de paiement du solde court à compter de la date de réception par le Maître de l'ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées par le CCAG travaux.

22.3- Paiement des sous-traitants

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions réglementaires en vigueur.

A droit au paiement direct, tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le cas échéant, le paiement du sous-traitant indirect intervient selon les modalités fixées aux articles 3.6.2.4 et suivants du CCAG Travaux : soit directement par le maître d'ouvrage après signature par le pouvoir adjudicateur d'une délégation de paiement, soit par l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect (le sous-traitant de premier rang) après réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire de celui-ci.

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujéti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le Titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans l'acte spécial de sous-traitance (DC4 ou équivalent).

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

La demande de paiement du sous-traitant direct est constituée de plusieurs éléments :

- la facture de l'entreprise du sous-traitant, qui est exigée par le comptable ;
- l'attestation de paiement direct établie par le Titulaire et valant acceptation du Titulaire de la facture du sous-traitant.

ARTICLE. 23. DÉLAI DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES

Pour chaque poste de travaux, les acomptes sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement ; les décomptes partiels définitifs consécutifs à la réception par le pouvoir adjudicateur sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement correspondante.

Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi d'un message au Titulaire, huit jours avant l'expiration du délai via la plateforme CHORUS PRO, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Le rejet doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts commencent à courir à compter du jour suivant la date prévue du règlement et continuent à courir jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues au créancier.

ARTICLE. 24. RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à compter de la date de réception des travaux. La garantie prévue à l'article 44 du CCAG-Travaux est applicable à l'ensemble des travaux exécutés dans le cadre du présent marché. Elle ne fait pas obstacle à la mise en jeu de la responsabilité contractuelle des titulaires à l'égard du maître de l'ouvrage.

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 3 % dans les conditions prévues à l'article R.2191-33 du code de la commande publique.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R.2191-36 du code de la commande publique. La garantie de substitution est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-35 du code de la commande publique.

ARTICLE. 25. AVANCE

L'option B mentionnée à l'article 10.1 du CCAG-Travaux s'applique dans le cadre du présent marché

Sauf renoncement du titulaire pour les lots concernés, une avance peut être versée, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, aux termes des dispositions de l'article R.2191-3 et des articles R.2191-16 et R.2191-17 et dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la Commande Publique. **Le taux de l'avance est de 5 %.**

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de **l'avance est porté à 30 %**.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités définies aux articles R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

25.1- Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le montant initial du marché du titulaire est supérieur à 50 000 € HT, que sa durée d'exécution est supérieure à deux mois. Le sous-traitant peut solliciter l'avance alors même que le titulaire, qui remplit les conditions, y a renoncé.

En revanche, l'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans l'acte spécial. Le versement de cette avance, dont le montant est égal à un pourcentage du montant des prestations sous-traitées égal à celui applicable au Titulaire, son remboursement s'effectuant par le maître d'ouvrage dans les mêmes conditions que celles applicables au Titulaire, en application de l'article 25. Le titulaire du marché prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct aux sous-traitants.

ARTICLE. 26. APPLICATION DE LA T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

ARTICLE. 27. DÉLAIS D'EXÉCUTION

27.1- Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Hormis les cas où une lettre recommandée avec accusée de réception est prévue par le présent CCAP., ces notifications peuvent être faites par le biais du profil d'acheteur sur PLACE ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché (ou dans la fiche contact) ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Si des réunions exceptionnelles entre les acheteurs et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu selon les modalités précisées par le maître d'ouvrage, sans que le titulaire ne puisse facturer de surcoût.

27.2- Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

27.3- Délais d'exécution des travaux

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa date de notification et se termine à la date de réception des travaux.

Le démarrage des travaux débute à compter de la date fixée par ordre de service pour chaque lot.

Il est fixé dans le cadre de réponse valant mémoire du titulaire. Le maître d'ouvrage impose un délai global des travaux maximum fixé à 24 semaines.

Les délais d'exécution propres à chaque lot s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de la consultation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

27.3.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Il inclut la période de préparation du chantier dont la durée est définie à l'article 31 du présent CCAP, les jours de congés et d'intempéries.

Les délais d'exécution s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après et à l'article 27.3.1. du présent CCAP. Ils démarrent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Le début de l'intervention fait l'objet d'un ordre de service délivré par le maître d'œuvre. Le délai prévisionnel de démarrage du chantier est fixé au mois de **juin 2026**.

27.3.2 Calendriers d'exécution, des études et de remise de documents

a) Les calendriers d'exécution, sont élaborés par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) du chantier, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il est soumis par l'OPC à l'approbation du maître d'ouvrage et adressé pour avis au maître d'œuvre, au plus tard 5 jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 27.3.1 s'applique.

Les calendriers détaillés distinguent les différentes prestations dont la construction fait l'objet des travaux. Ils indiquent en outre, pour chacun des marchés :

- la durée et la date probable des départs des délais d'exécution et de démarrage des travaux,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Les calendriers des études et de remise de documents sont élaborés par le maître d'œuvre.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des marchés commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer la mise en place des installations de chantier lui incombant.

c) Au cours du chantier et après consultation des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre ou le pilote peut modifier le calendrier d'exécution, des études ou de remise des documents dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des marchés fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Ces modifications tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 27.4 ci-après.

d) Le calendrier initial visé en a) éventuellement modifié comme il est indiqué en d), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

27.3.3 Période estivale – Organisation des travaux

Les travaux objet du présent marché seront exécutés pour une part substantielle durant la période comprise entre le 1^{er} juillet et le 31 août.

Cette contrainte calendaire constitue une donnée essentielle de l'opération, justifiée par les nécessités de mouvement des services occupants.

Le titulaire est réputé en avoir pleine connaissance et l'avoir intégrée dans l'établissement de son offre tant au regard du prix que de l'organisation des moyens humains et matériels affectés au chantier.

Conformément aux stipulations du CCAG Travaux applicable au présent marché :

- le délai d'exécution contractuel s'impose au titulaire ;
- le planning détaillé remis par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage a valeur contractuelle ;
- le titulaire supporte les sujétions normales d'exécution.

Les contraintes liées à l'organisation interne de l'entreprise titulaire et de ses éventuels sous-traitants, notamment la gestion des congés du personnel, les absences saisonnières ou les difficultés de recrutement, constituent des sujétions normales d'exécution. Elles ne sauraient sauf circonstances présentant les caractères de la force majeure au sens du CCAG Travaux, justifier une prolongation de délai.

Toute demande de prolongation devra être présentée et justifiée dans les conditions prévues par le CCAG Travaux.

En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire, les pénalités de retard prévues au marché seront appliquées conformément aux stipulations du CCAG Travaux et aux pièces particulières.

27.4- Prolongation du délai d'exécution

27.4.1 Causes légitimes

Par dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG-travaux, une prolongation du délai d'exécution ou de la période de préparation ou le report du début d'exécution, peut être justifiée par les retards résultant des événements listés ci-après, considérés comme des causes légitimes de retard, mais dans la seule mesure où leur survenance a une incidence sur le déroulement et la durée des travaux qui relève du titulaire et où ce retard ne lui est pas imputable, ce dont le Titulaire aura la charge de la preuve :

- Un retard résultant d'un changement du volume des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages sur demande expresse du Maître d'ouvrage, ou en cas d'imprévus non imputables au Titulaire ;
- Un retard résultant d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus sur demande expresse du Maître d'ouvrage ;
- Un retard résultant d'un ajournement ou d'une suspension de travaux décidé par le Maître d'ouvrage ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du Maître d'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché ;
- Le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des prestations de la phase de Réalisation ;
- Le retard résultant des intempéries au sens et dans les conditions des dispositions de l'article 27.4. ci-après entraînant un arrêt de travail sur les chantiers ;
- Le retard dans l'exécution du marché imputable à des sujétions imprévues au cours du chantier, ou un cas de force majeure ;
- L'arrêt des travaux en raison d'un ordre de réquisition notifié au Titulaire. Lorsque le Titulaire est amené à intervenir dans le cadre d'un ordre de réquisition, le délai d'exécution du marché est prolongé de la durée d'intervention nécessitée par cette situation d'urgence.
- Seront considérés comme des causes légitimes de prorogation des délais, les retards causés par toutes difficultés d'approvisionnement dûment justifiées sous réserve que l'entrepreneur justifie avoir passé les commandes en temps et en heure au regard du calendrier de marché.

Toute autre cause du retard imputable au Titulaire ou à ses prestataires, fournisseurs ou sous-traitants, n'est pas considérée comme une cause légitime de retard.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le Maître d'ouvrage, qui la notifie au Titulaire.

Quand le Titulaire invoque la survenance d'une cause légitime, il doit le notifier au Maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la survenance d'une telle cause légitime, par lettre recommandée avec accusé réception.

La notification fait apparaître notamment :

- l'événement dont la survenance est invoquée,
- l'incidence et les conséquences sur le déroulement des travaux,
- les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur ses obligations au titre du marché.

Faute d'avoir notifié la cause légitime dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause légitime.

En cas de survenance d'un des cas de cause légitime, aucune pénalité de retard ne sera due, sous réserve que le titulaire ait mis en œuvre les mesures nécessaires limitant les conséquences résultant de l'événement.

Les arrêts de chantier motivés par des conditions de sécurité, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, jugés insuffisantes par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS ou par le Maître d'ouvrage, ne pourront donner lieu à aucune prolongation de délai.

Il en est de même de tous ceux résultant d'une non-conformité réglementaire constatée par le contrôleur technique.

27.4.2 Intempéries

Les dispositions suivantes ne sont applicables que pendant la phase de réalisation des travaux.

En vue de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **5 (cinq) jours calendaires par an**.

La prolongation en jours calendaires du délai d'exécution dans le cas d'intempéries, est égale au nombre de jours ouvrables constatés **au-delà des 5 (cinq) jours d'intempéries décrits ci-dessus**.

Il est entendu que la constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France : pour la formalisation de cette information, le Titulaire s'adressera à la station Météo France de référence (Station Météo France BORDEAUX)

Ainsi, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-après :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE ET DUREE LIMITES
* NEIGE	Supérieur ou égal à 5 cm en 24 heures pendant 5 jours consécutifs
* GEL	Inférieur ou égal à -5°C en 24 heures pendant 5 jours consécutifs de 8h à 18 h pour les travaux en extérieur
* VENT	Supérieur ou égal à 80 km/h pendant 24 h pendant 5 jours consécutifs
* PLUIES	100 mm en 24 h pendant 5 jours consécutifs
* CANICULES	Supérieur ou égal à 5 jours de canicule

En cas de constatation de journée intempérie, l'entrepreneur devra :

- signaler par mail au Maître d'ouvrage, le jour même ou au plus tard dans les 72 heures, les heures d'intempéries et les tâches arrêtées,
- établir un détail mensuel des intempéries justifiées, arrêt par arrêt. Ce détail devra notamment comprendre :
 - la date exacte d'arrêt de chantier pour cause d'intempérie,

- les causes exactes de cet arrêt,
- joindre au détail mensuel les fiches météo de la FFB ainsi que les déclarations à la Caisse des Intempéries du Bâtiment,
- pour permettre une prolongation du délai d'exécution, ne seront prises en compte que les journées d'intempéries, dûment signalées et justifiées, répondant à la triple condition suivante :
 - qu'elles n'aient concernées que des prestations situées sur le chemin critique du programme d'exécution en vigueur,
 - qu'elles aient réellement arrêté ou retardé l'avancement du chantier, sur constat d'huissier ou sur constat demandé au Maître d'ouvrage,
 - qu'elles aient été reconnues comme telles, par la Caisse des Intempéries du Bâtiment.

27.4.3 Force majeure

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli, ou avoir accompli avec retard, une obligation au titre du Marché, dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement et exclusivement d'un évènement présentant les caractéristiques de la Force Majeure (selon la définition donnée par la jurisprudence administrative).

Lorsque l'une des Parties invoque la survenance d'un évènement de Force Majeure, elle doit en justifier et le notifier par tous moyens et dans le plus bref délai à l'autre Partie. Les Parties se rencontrent alors dans les plus brefs délais pour en tirer les conséquences sur l'exécution du présent marché.

Ne sont notamment jamais considérés comme cas de force majeure :

- la grève locale ou sectorielle,
- un sinistre se produisant sur le chantier,
- la défaillance d'une entreprise intervenant sur le chantier.

En cas de survenance d'un évènement de Force Majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un évènement de Force Majeure ne peut l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

ARTICLE. 28. PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Il est fait application de l'article 19 du CCAG-Tx sous réserve des dérogations précisées aux auw articles suivants :

28.1- Pénalités de retard et retenues

28.1.1 Retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-après, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

Cette pénalité sera appliquée, à titre provisoire, en cas de retard d'exécution des travaux constaté par référence au calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation de chantier et éventuellement modifié comme il a été indiqué à l'art. 27.3.2. Cette provision est constituée à partir du premier retard constaté et jusqu'à extinction éventuelle de ce retard, et ainsi de suite en cas de nouveau retard.

Cette retenue peut être transformée en pénalité définitive si l'une des deux situations suivantes est constatée :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché. La pénalité s'applique au seul retard constaté au regard du délai d'exécution du marché considéré ;

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Tx, le Titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Tx, le montant des pénalités est fixé selon les modalités décrites ci-après :

Montants des pénalités et retenues	
MONTANTS	
de la retenue journalière provisoire	de la pénalité journalière
300 €	300 €

28.1.2 Retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents (notamment plans, notice de calcul, procès-verbaux d'essais, documents à fournir au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé), d'échantillons ou dans l'exécution du bureau de chantier par rapport à la date prévue au calendrier correspondant, il est appliqué une pénalité de 200 euros par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, ou le pilote, sans mise en demeure préalable, et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Lorsque l'entreprise est à l'origine du retard apporté à l'élaboration des documents demandés par le maître d'œuvre au titre du projet (non-participation aux réunions, non remise de documents ou de renseignements) et, si les mesures coercitives prévues au présent CCAP et CCAG Travaux ne permettent pas d'y remédier, et notamment pour le dossier des ouvrages exécutés, la réception sera prononcée avec réserve.

28.1.3 Absence injustifiée à une réunion

En cas d'absence non justifiée ou tout refus d'assister à une réunion, une pénalité de 200 € par réunion et par personne convoquée est encourue.

Est considérée comme absence la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

La liste des personnes devant représenter l'entreprise est soumise au maître d'œuvre, pendant la période de préparation pour agrément.

Le montant des pénalisations pour absence sera déduit du décompte mensuel, sans notification préalable, sur simple constat du maître d'œuvre.

28.1.4 Retard dans la levée de réserve

En cas de retard dans les délais fixés t après mise en demeure restée infructueuse une pénalité de 100 € par jour est encourue.

28.2- Autres pénalités

28.2.1 Non-respect des prescriptions environnementales

En cas de non-respect des obligations prévues au articles 31.6.6 et 31.6.7 ; le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 200€.

•Le montant des pénalités sera déduit du décompte mensuel,

28.2.2 Situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail

En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations correspondants, prévus notamment aux articles D 8222.5 et suivants et D 8254 -2 du code du travail, une pénalité de 100 € (cent euros) par jour calendaire de retard, et par document, est encourue.

En outre, en cas de manquement présumé du Titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé, non régularisé à l'issue d'un délai de quinze (15) jours) après envoi d'une mise en demeure, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € (cent euros) par jour de retard jusqu'à la régularisation de sa situation, ou à défaut, de l'éventuelle résiliation, sans indemnité et à ses torts exclusifs, du marché à l'initiative de la personne publique.

Il est précisé que le montant de la pénalité prévue à l'alinéa précédent est plafonné au plus faible des montant ci-après soit (i) 10% du montant exécuté du marché (montant total des acomptes) soit (ii) le montant des amendes encourues en application des articles L 82224-1, L8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L 1262-4-1 I. 2eme alinéa du code du travail, une pénalité de 5 000 € par jour calendaire de retard et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L 1262-2-1 du code du travail, une pénalité de 5 000 € par jour calendaire de retard (décompté à compter du début du détachement) et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article R8291-1 du code du travail, une pénalité de 500 € par jour, par constatation et par personne est encourue.

28.2.3 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

A défaut par le Titulaire d'avoir procédé, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à l'enlèvement des matériels et matériaux sans emploi, ceux-ci seront évacués aux frais et risques du Titulaire à l'expiration du délai fixé par mise en demeure du maître d'œuvre.

Les frais correspondants seront majorés de 100 % à titre de pénalités et sont retenues sur les sommes à régler par le maître d'ouvrage.

28.2.4 Délais et retenues pour remise des documents, fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le Titulaire devront être remis au maître d'œuvre dans les délais prescrits. En cas de retard, une retenue égale à 200 € par jour calendaire de retard, sera opérée sur les sommes dues au Titulaire.

28.2.5 Réfections pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles feront l'objet d'une réfaction provisoire de 50 % du montant hors TVA des travaux correspondants.

Cette réfaction provisoire sera opérée dès que ces imperfections ou malfaçons seront constatées.

28.2.6 Non-respect des dispositions Règlement Général sur la Protection des Données

En cas de manquement, par le titulaire et/ou ses sous-traitants, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles le titulaire et/ou ses sous-traitants se verra appliquer une pénalité de 300 € par jour jusqu'à la régularisation de sa situation.

28.2.7 Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, l'hygiène, la signalisation générale du chantier

En cas de non-respect des prescriptions et/ou obligations relatives à la sécurité, l'hygiène, la signalisation générale du chantier, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 200€.

ARTICLE. 29. PROVENANCE- QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

29.1- Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

29.2- Caractéristiques - qualité - vérifications - essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux ou du CCTG concernant les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur, ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais qui sont à la charge du Titulaire.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais, sauf pour les vérifications à effectuer par le contrôleur technique et mises contractuellement à la charge de ce dernier.

Le maître d'œuvre peut décider après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché

- s'ils sont effectués par le Titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application du prix indiqué à la D.P.G.F. dans le cadre des articles 18 et 20 du présent CCAP ;

- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

29.3- Appareils de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

ARTICLE. 30. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

ARTICLE. 31. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

31.1- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1. du CCAG-Travaux, le présent marché prévoit une période de préparation de **2 semaines à compter de la notification du marché**. La durée de la période de préparation est identique pour chaque lot. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution propre à chaque lot.

Il est procédé au cours de la période de préparation, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes : (Liste non exhaustive des tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation).

Par les soins du Maître d'œuvre :

- Calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux après remise par chaque entreprise, des éléments permettant de déterminer les tâches élémentaires.

Par les soins du titulaire :

- Etablissement et présentation au visa du Maître d'œuvre au moins **5 jours** avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier prescrites par le coordonnateur SPS ;
- présentation des plans de réservation et d'exécution au visa du Maître d'œuvre et transmission aux titulaires des autres lots concernés.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) du chantier, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il est soumis par l'OPC à l'approbation du maître d'ouvrage et adressé pour avis au maître d'œuvre, au plus tard 5 jours avant l'expiration de la période de préparation. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut apporter au calendrier les ajustements nécessaires, sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution des travaux de chacun des lots. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, le calendrier prévisionnel s'applique.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut apporter au calendrier les ajustements nécessaires, sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution des travaux de chacun des lots. Le titulaire s'adapte sans pouvoir prétendre à une compensation financière.

31.2- Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier

Les tâches de coordination qui comprennent l'ordonnancement et le pilotage de l'ensemble des travaux sont assurées par la **maîtrise d'œuvre**.

a) Réunions de chantier

Elles ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre avec le maître de l'ouvrage.

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion de chantier à laquelle elle aura été dûment convoquée sera pénalisable.

•Si des réunions exceptionnelles entre les acheteurs et le titulaire sont nécessaires pour la mise en oeuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu selon les modalités précisées par le maître d'ouvrage, sans que le titulaire ne puisse facturer de surcoût.

b) Registre de chantier

Il est tenu un registre de chantier sur lequel sont enregistrés :

1) Tous les documents émis ou reçus par le maître d'œuvre et notamment les procès-verbaux des réunions de chantier, mention explicite étant faite des personnes qualifiées présentes, sur lequel le maître d'œuvre, inscrit toutes les instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par une voie différente.

2) Les incidents de chantier.

3) Les dates et heures de ses visites inopinées sur le chantier et les observations auxquelles elles donnent lieu.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

Les instructions portées par le maître d'œuvre ou son représentant sur le cahier de chantier valent ordre pour le titulaire intéressé. Toutefois, en ce qui concerne la commande des travaux supplémentaires ou modificatifs, ces ordres devront faire l'objet de confirmation par ordre de service.

La bonne conservation du cahier et sa mise à disposition incombent au titulaire et au maître d'œuvre du marché.

31.3- Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails – Échantillons

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par les entreprises.

Le maître d'œuvre, en collaboration avec l'entrepreneur, établit, en fonction du "calendrier d'exécution", la planification de la fourniture de ces différents documents, ou précise lors des réunions (confirmées par voie de comptes rendus), les dates de remise de documents.

31.4- Échantillons

Conformément à l'article 24-5 du CCAG travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir dans les 20 jours, à dater de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

Ils seront entreposés dans le local fixé par le maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel pour l'ouvrage définitif ne peut être passée avant accord du maître d'œuvre, consigné par voie de compte rendu, sur les échantillons présentés.

31.5- Visa des documents remis par le titulaire

Les documents mentionnés aux articles 31.1 et 31.3 doivent être visés par le maître d'œuvre préalablement à toute exécution des travaux.

Les mentions qui peuvent être portées sur les documents ont la signification suivante :

« REFUSE »

Document non conforme, à présenter à nouveau au visa du maître d'œuvre.

« VISE AVEC RÉSERVES »

Document à corriger, conformément aux indications du maître d'œuvre, et à lui représenter pour visa.

La poursuite de l'étude ou l'exécution des parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de réserves peut être autorisée par le maître d'œuvre.

« VISE AVEC OBSERVATIONS »

Le document peut être diffusé après corrections conformes aux observations du maître d'œuvre.

La poursuite de l'étude ou l'exécution des ouvrages correspondants est alors autorisée.

« VISE SANS OBSERVATION »

La poursuite de l'étude ou la réalisation des ouvrages concernés est autorisée.

31.6- Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers

31.6.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le titulaire respectera les principes généraux de prévention définis par la loi du 31 décembre 1993 et ses textes d'application, le titulaire s'engage.

31.6.2 Sous-traitance

Pour pouvoir intervenir sur le chantier, le sous-traitant déclaré doit signer un plan de prévention.

31.6.3 Contrôle d'accès

L'accès au site est réglementé. Aussi, afin de permettre l'accès au chantier des employés des entreprises appelées à effectuer les travaux, la procédure suivante est appliquée :

Dès réception de la notification du marché, l'entreprise adressera dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage (minimum une (1) semaine avant le début des travaux), la liste des employés amenés à accéder au site ainsi qu'une copie des pièces d'identité. Pour chaque personnel devra figurer nom, prénom, date et lieu de naissance. Tout changement sur cette liste devra être communiqué avec un préavis de quarante-huit (48) heures.

Une procédure de vérification quotidienne de présence sera mise en place avec le maître d'ouvrage et les utilisateurs du site. Un plan de prévention sera rédigé mentionnant la liste des personnes autorisées à travailler sur le site.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le maître d'ouvrage et le responsable du site devront en être avisés dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur le site.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture du marché du fait de la société.

31.6.4 Installations de chantier

Sans objet

31.6.5 Signalisation du chantier à l'égard de la circulation publique

La signalisation

31.6.6 Dépose, élimination et valorisation des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets est effectuée par le titulaire conformément aux dispositions des articles 36 et 37 du CCAG Travaux. Le titulaire assure, aux fins de contrôle et de suivi, la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage ainsi que les déchets liés à l'exécution des travaux sont précisées dans le CCTP.

On entend par valorisation toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ainsi que le précise l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement.

L'objectif de valorisation des déblais est de 70% quel que soit le mode d'excavation.

Le Titulaire sera pénalisé en dessous de ce taux.

Ce dispositif d'incitation n'a pas pour vocation de garantir le respect des seuils d'élimination réglementaire dans les différentes filières possibles. L'entreprise reste, dans tous les cas, tenue au respect de la réglementation associée à la gestion des déblais et à la recherche permanente de la meilleure filière au meilleur coût en regard de la qualité des déblais.

Les déblais doivent avoir été éliminés ou valorisés avant la date d'achèvement des travaux telle que notifiée par la décision de réception des travaux. Le pourcentage total de déblais valorisés est établi sur la base des quantités portées au décompte final approuvé par le Maître d'œuvre.

A la clôture du marché, le Titulaire est tenu d'avoir valorisé ou éliminé l'ensemble des déblais générés. Les stocks de déblais non éliminés ne sont pas permis et en tout état de cause ne peuvent être considérés comme valorisés.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations et dans les conditions fixées à l'article 37.2 du CCAG travaux, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

31.6.7 Produits de nettoyage

Si des produits de nettoyage sont utilisés pour la bonne exécution de la prestation, le titulaire est tenu d'utiliser des produits de nettoyage labellisés (écolabel de type 1 justifié par l'ISO 14024 ou équivalent), ou formulés à partir d'ingrédients naturels, biodégradables, et ne contenant pas de substances chimiques dangereuses pour la santé ou l'environnement.

ARTICLE. 32. PRÉVENTION DU RISQUE AMIANTE

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions réglementaires relative à la prévention des risques liés à l'amiante, notamment celles prévues par le Code du travail (Articles R,4412-94 et suivants).

A ce titre il lui appartient :

- de procéder à l'analyse du Dossier Technique Amiante (DTA) fourni dans le DCE ;
- d'intégrer le risque amiante dans ses plans d'exécution et son analyse des risques ;
- d'informer le maître d'ouvrage sans délai de toute découverte de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante non identifié dans le DTA ;
- de demander au maître d'ouvrage des diagnostics ou repérage amiante avant travaux (RAT) complémentaires le cas échéant ;
- d'évaluer les risques d'exposition de ses travailleurs ;
- d'adapter ses méthodes d'intervention en conséquence ;
- de mettre en vigueur les mesures de protection individuelles ;
- de participer aux réunions de coordination spécifiques au risque amiante, le cas échéant ;

A la connaissance du pouvoir adjudicateur, sur la base du Dossier Technique (DTA) en date du 29/04/22 joint au DCE, aucun matériau ou produit contenant de l'amiante n'a été identifié dans les zones concernées par les travaux. Le DTA sera complété des RAT (repérage avant-travaux) complémentaires et mis à disposition des entreprises titulaires. En cas de découverte fortuite, les travaux seront immédiatement suspendus dans la zone concernée, et les mesures réglementaires seront appliquées.

Le titulaire demeure responsable de la mise en œuvre des mesures de prévention relevant de ses obligations d'employeur.

Les coûts liés au respect de la réglementation amiante sont réputés inclus dans le prix du marché, sauf cas de sujétions imprévus résultant d'une information erronée ou incomplète du maître d'ouvrage.

La responsabilité et les coûts relatifs aux repérages amiantes avant travaux (RAT) incombent au maître d'ouvrage.

ARTICLE. 33. RÉCEPTION DES TRAVAUX

33.1- Opération préalable à la réception

Le Titulaire avise au minimum quinze (15) avant l'échéance, par écrit, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Le Titulaire est alors convoqué aux Opérations Préalables à la Réception des travaux dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans l'avis d'achèvement des travaux, si celle-ci est postérieure. A défaut d'une telle convocation, et par dérogation aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-Travaux, les opérations préalables à la réception et la réception seront réalisées judiciairement.

Les opérations préalables à la réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves et/ou essais éventuellement prévus par le contrat ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au contrat ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leurs garanties ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- les éventuelles réserves émises par le Contrôleur Technique ;
- les éventuelles réserves émises par le Maître d'œuvre ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en général après les OPR ;
- les constatations relatives à l'achèvement des Travaux ;
- par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) conforme aux travaux réalisés.

33.2- Réception

La réception du marché est unique et interviendra à l'issue du délai global d'exécution de l'ensemble des prestations précisé à l'Acte d'Engagement.

La réception sera prononcée par le Maître d'Ouvrage à l'issue de la réalisation de l'ensemble des prestations du marché, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Travaux.

L'achèvement de chaque lot fait l'objet d'un constat contradictoire.

33.2.1 Réception partielle

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG travaux et à l'initiative du maître d'ouvrage.

La prise de possession des ouvrages ou parties d'ouvrage en résultant par le Maître d'Ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, devra être précédée d'une réception partielle, d'un état des lieux contradictoire et par établissement d'un constat d'huissier.

Il est procédé à la réception partielle dans les conditions décrites ci-après. Le Titulaire avise au minimum trente (30) jours avant l'échéance, par écrit, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Le Titulaire est alors convoqué aux Opérations Préalables à la Réception partielle des travaux dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans l'avis d'achèvement des travaux, si celle-ci est postérieure. Les opérations préalables à la réception partielle comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves et/ou essais éventuellement prévus par le contrat ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au contrat ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leurs garanties ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- les éventuelles réserves émises par le Contrôleur Technique ;
- les éventuelles réserves émises par le Maître d'œuvre ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en général après les OPR ;
- les constatations relatives à l'achèvement des Travaux ;
- par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) conforme aux travaux réalisés.

Les mesures transitoires imposées le cas échéant par le Maître d'Ouvrage et visant à la sécurité du public et des travailleurs sont portées à la charge du Titulaire.

Aucune réception partielle ne pourra toutefois avoir lieu sur l'ouvrage ou les parties d'ouvrage sur lesquels seront exécutées les prestations d'entretien maintenance prévues au contrat et auxquels sont attachés des engagements de performance.

Pour les parties des Travaux ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie des ouvrages et/ou parties d'ouvrages qui feront l'objet d'une réception partielle des travaux court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Toutefois, la retenue de garantie pourra être reversée partiellement ou totalement à l'initiative du maître d'ouvrage.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des prestations de la Phase de Conception-Réalisation, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai de transmission du décompte final prévu à l'article 22.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des prestations de la Phase de Conception-Réalisation.

ARTICLE. 34. DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 27 du présent CCAP sont présentés en 3 exemplaires, dont un dématérialisé. Ces documents doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

ARTICLE. 35. GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie contractuelle, le cas échéant prolongé ; le Titulaire y est convoqué.

En complément de l'article 44.2 du CCAG-Travaux, il est précisé, qu'à l'expiration du délai de garantie, si le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections, malfaçons et aux absences d'exécution notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'Ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

ARTICLE. 36. GARANTIE PARTICULIÈRE

Sans objet

ARTICLE. 37. ASSURANCES

Conformément à l'article 8 du CCAG Travaux, le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une police d'assurance qui doit en outre couvrir, les conséquences pécuniaires découlant des articles 1240 et suivants du Code Civil, tant pendant les travaux qu'après réception et ce, aussi longtemps que la responsabilité du Titulaire peut être recherchée. d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux,
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes,
- les garanties devront également être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Sur demande du maître de l'ouvrage, il devra en outre fournir dans les plus brefs délais, copie du ou des contrats d'assurances afférents.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

En complément de l'article 8 du CCAG Travaux, il est indiqué que les sous-traitants doivent également justifier d'une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers (1).

Au moment de la réception, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent produire une nouvelle attestation établissant qu'ils sont bien couverts au même titre.

Pour permettre aux entreprises de respecter l'obligation d'information découlant de l'application des dispositions de leur police d'assurance individuelle de base, le service chargé de l'opération leur transmet le quinzième jour suivant l'ouverture de la période de préparation du chantier, les attestations confirmant la présence sur le chantier d'un contrôleur technique agréé.

Corrélativement, le contrôleur technique est autorisé à communiquer aux assurances de l'entreprise tous documents, rapports et études relatifs à la mission qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

1() Selon les deux premiers tirets de l'article 9.6.1 du présent CCAP

ARTICLE. 38. OBLIGATION DE CONSEIL ET RÉSULTAT

Le Titulaire est tenu à une obligation de conseil par laquelle il avise le Pouvoir Adjudicateur de toute difficulté susceptible d'affecter l'exécution des travaux ainsi que l'utilisation qui sera faite des ouvrages et équipements réalisés.

Le Titulaire reconnaît le caractère complet ou la pertinence des documents que le Maître d'Ouvrage met à sa disposition pour la réalisation des travaux (notamment, sans que cette énumération soit limitative, la situation environnementale, topographique, hydrologique ou l'état du sol et du sous-sol, le repérage des réseaux existants), étant précisé que le Maître d'Ouvrage ne déclare ni ne garantit l'exactitude de ces informations, qui sont uniquement celles dont il dispose et qu'il appartient au Titulaire de vérifier.

Il est bien entendu que le Titulaire ne doit pas uniquement se fier à ces informations.

Le Titulaire est réputé, avant d'avoir signé le présent marché, avoir procédé à ses propres investigations pour identifier toutes les conditions et contraintes qu'il estime importantes pour arrêter le montant du marché, les délais d'exécution et les conditions de réalisation des travaux.

Le Titulaire doit, en outre, s'assurer, avant toute exécution, que les informations et documents nécessaires à la réalisation des ouvrages qui lui ont été transmis par le Pouvoir Adjudicateur ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions décelables par un homme de l'art. S'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit formuler des réserves par écrit au Pouvoir Adjudicateur, sous peine de forclusion, dans un délai de vingt-et-un jours au plus tard à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux ou, à défaut, de la date d'effet du marché. A défaut de réserves formulées dans ce délai, le Titulaire exécute les travaux sous son entière responsabilité et en cas de troubles résultant de ces erreurs, omissions ou contradictions, prend à sa charge les travaux nécessaires pour y remédier et ne saurait formuler une quelconque réclamation de ce fait.

Si le Titulaire relève en cours de chantier des anomalies susceptibles d'affecter l'exécution des travaux, il doit, de la même manière, en aviser le Pouvoir Adjudicateur dans les vingt-et-un (21) jours à compter de l'apparition de ces anomalies ou du jour où le Titulaire a eu connaissance de leur existence. A défaut d'avoir formulé les réserves dans ce délai, le Titulaire exécute les travaux sous son entière responsabilité et en cas de troubles résultant de ces anomalies, prend à sa charge les travaux nécessaires pour y remédier et ne saurait formuler une quelconque réclamation de ce fait.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

Le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification des normes ou de toute évolution de la réglementation qui serait de nature à affecter l'exécution des travaux.

Le Titulaire souscrit une obligation de résultat : celle d'exécuter et d'achever les travaux, exempts de tous vices ou désordres, dans le délai convenu, conformément aux pièces contractuelles, aux plans visés par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur technique, aux stipulations du marché, et plus généralement aux règles de construction, aux règles de l'art et à la destination des ouvrages.

Le Titulaire doit donc l'intégralité des travaux compris explicitement ou implicitement dans son marché et nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Il déclare avoir parfaite connaissance et s'engage en conséquence à respecter strictement les dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables aux études et aux travaux dans le cadre de l'exécution de son marché. Il fera connaître au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, dès qu'il en aura connaissance, toutes dispositions prises en matière de construction ou d'équipement qui ne seraient pas aptes à satisfaire à la législation en vigueur, et garantit le Maître d'Ouvrage de toutes infractions qu'il pourrait commettre de son fait ou de celui de ses préposés, personnels ou sous-traitant, de telle sorte que le Maître d'Ouvrage ne soit jamais inquiété.

ARTICLE. 39. TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le titulaire du marché.

Le traitement des données répond aux exigences de la réglementation, et garantit en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables.

Il est précisé que le traitement des données :

- A pour seul objectif la bonne exécution du présent marché public et de permettra la gestion du personnel, gestion de la sécurité, gestion de la surveillance des locaux,
- Les données sont conservées durant toute la durée de la mission confiée au maître d'œuvre ;
- le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ;
- le titulaire bénéficie d'un droit à l'information, il peut accéder aux données le concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer son droit à la limitation du traitement de vos données sur simple demande au maître d'ouvrage ;
- Les données à caractère personnel traitées pour le compte de l'ETAT dans le cadre du marché, restent la propriété de ce dernier et sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) ;
- Les parties s'accordent à supprimer les données au plus tard dans les 6 mois suivant le terme de l'exécution du marché

Le présent CCAP précisent également les pénalités applicables du titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

ARTICLE. 40. RÉSILIATION ET MESURES CORRECTIVES

40.1- Résiliation du marché aux torts du titulaire

Outre les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-Travaux relatives à la résiliation du marché, le marché pourra être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des renseignements prévus par les dispositions du code de la commande publique.

Ce marché pourra être suivi après résiliation d'un autre marché. Les excédents de dépenses éventuels seront prélevés sur les sommes pouvant être dues au déclarant, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

40.2- Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le marché est résilié pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation fixée à 5 % (cinq pour cent) du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

ARTICLE. 41. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS

Pour tout différend entre les parties (relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché), celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable.

Le titulaire ne peut prétendre, y compris devant le tribunal administratif, à aucune demande de rémunération complémentaire ou de prolongation du délai d'exécution du marché pour des différends qui n'ont pas préalablement fait l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels sont portés devant le tribunal territorialement compétent.

ARTICLE. 42. CESSIION OU NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

ARTICLE. 43. TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif BORDEAUX

9 rue Tastet

33000 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

ARTICLE. 44. RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDIS:

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG suscitée pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution :

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas d'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

ARTICLE. 45. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 17 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 54 du CCAG Travaux par l'article 19 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG-travaux par l'article 27.4.1 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 19.2, 19.2.1 à 19.2.3 du CCAG travaux par l'article 19.2 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 31.1 du CCAG Travaux par l'article 28.1

•Dérogation à l'article 31.6.3 du CCAG Travaux par l'article 31.4.5 du présent CCAP.

•Dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux par l'article 33.1 du présent CCAP.